

Comité média
Bilan de l'actualité de la semaine du 8 au 14 avril

Le bilan hebdomadaire de la couverture médiatique du conflit opposant le mouvement étudiant au gouvernement vise à rendre compte de ce qui s'est dit dans le courant de la dernière semaine, de la manière dont les choses ont été énoncées et de l'interprétation qu'on peut en faire pour la suite des choses. On y propose un survol des thématiques abordées, ainsi qu'une interprétation qualitative du traitement reçu, que ce soit pour la CLASSE ou pour l'ensemble du mouvement étudiant. Une appréciation relative du type de couverture proposé selon les différents médias est également au programme.

Thématiques de la semaine

À l'examen, ce que l'on peut dire de la couverture de presse de la dernière semaine, c'est qu'elle ne se distingue pas par la mise à jour d'un grand courant de fond, ou par l'investigation d'idées porteuses, comme, par exemple, à la mi-mars, l'argumentaire autour de la classe moyenne (dans la foulée de la manifestation familiale). Certes, il y a des discussions autour du « printemps québécois », mais on ne sent pas que le traitement du sujet soit à la hauteur des circonstances, surtout quand on voit le nombre de personnes qui décrient l'analogie avec le « printemps arabe », parce qu'ils la trouvent infondée ou trop simpliste. Dans l'ensemble, on peut même dire que ce concept reçoit un accueil médiatique condescendant, au mieux plutôt froid. Seuls les lettres ouvertes et les commentaires d'internautes soulignent la pertinence du concept et de l'appellation.

On peut donc dire que c'est surtout l'actualité événementielle qui retient d'abord l'attention, plutôt qu'une thématique dominante. Du moins, c'est vrai au début de la semaine, parce qu'après quelques jours, l'idéologique commence à prendre préséance sur l'économique, et ce malgré la formulation, mercredi, d'une proposition conjointe de la FEUQ et de la FECQ sur la problématique de la gestion universitaire. Les discussions sur un potentiel printemps québécois notamment, mais surtout la prise de conscience par les médias appartenant au groupe Québecor des positions sociales de la CLASSE (voir notamment l'article de Benoit Aubin sur l'agenda supposément caché de Gabriel Nadeau-Dubois) amènent certains à s'attaquer au volet social et idéologique du mouvement étudiant.

Cependant, ce qui retient surtout l'attention au début de la semaine, ce sont certains éléments liés à l'actualité du conflit, comme, par exemple, l'atteinte présumée d'un seuil critique, avec les supposées menaces d'annulation de session ou, pour les plus nuancés, le casse-tête organisationnel qui accompagnera l'éventuel retour en classe. La question des date-butoirs revient constamment dans les médias tout au long de la semaine, mais surtout lors des premiers jours. On évoque aussi fréquemment les votes de reconduction, puisqu'on sent, dans les médias, l'espoir de voir le mouvement s'essouffler et d'assister à

l'effondrement *en direct*. Étrangement, cet aspect perdra de son importance vers la fin de la semaine, peut-être en raison d'une tendance générale vers la reconduction des mandats de grève.

Au plan médiatique, le point tournant de la semaine reste cependant la décision du directeur du collège de Valleyfield, Guy Laperrière, de forcer le retour en classe malgré le maintien du mandat de grève dûment établi par un vote démocratique des étudiants de l'établissement. Cette tentative de dénouer la crise, évidemment décrié par les associations étudiantes (et, au tout premier chef, la CLASSE), est amplifiée par la sortie médiatique de la ministre Beauchamp, pour qui « tous les moyens doivent être pris pour forcer le retour en classe » (ce que ne désavouera pas le Premier ministre du Québec, alors en visite au Brésil). Dès lors, on sent clairement que le ton est à l'affrontement, et que la question de la violence redevient un thème majeur dans l'espace médiatique. Le blocage de certains bâtiments du Quartier des affaires, mercredi matin, les piquets de grève à Valleyfield en début de journée jeudi, les événements qui se sont produits la même journée à l'Université de Montréal, les menaces proférées contre la sécurité des ministres Fournier et Beauchamp, ainsi que le saccage au bureau de cette dernière amènent alors une polarisation de l'attention des médias sur la tension qui ne fait qu'augmenter entre les deux camps.

Ce basculement, même s'il implique que les associations étudiantes soient parfois mises sur la sellette, concourt pourtant, étrangement, à jouer en faveur du mouvement étudiant. En effet, il ne permet peut-être pas de rallier l'opinion publique à la valeur de l'argumentaire contre la hausse, mais il amène les médias à se poser de plus en plus comme des agents désireux de mettre la pression sur le gouvernement pour que celui-ci engage finalement des négociations. Cette nouvelle tendance se dessine notamment à travers l'insistance à questionner la ministre. Elle se signale aussi à travers la critique de plus en plus ouverte de la stratégie adoptée par le gouvernement dans le but de résoudre la crise. Dans la foulée, une sorte de remise en cause du pourquoi de la non-reconnaissance du caractère démocratique du mouvement de grève commence à se faire jour. L'attitude condescendante des Libéraux et des médias, les campagnes de peur organisées par certaines institutions, les mesures adoptées par les universités de Montréal et Concordia, la sortie de la Fédération des cégeps, ainsi que la judiciarisation du conflit, tout cela commence à faire l'objet d'un questionnement, parfois timide, parfois direct. La judiciarisation, même si elle est présente toute la semaine, gagne en intensité à mesure qu'on se rapproche du week-end, surtout avec ce qui se passe à l'Université de Montréal, de sorte qu'on en vient à suggérer que le parti au pouvoir préfère laisser à d'autres le soin de venir à bout des étudiants. L'arrestation d'un journaliste et d'un photographe du journal *La Presse* conduit aussi à se poser des questions sur les accroc à la démocratie qui commencent à s'accumuler joyeusement à mesure que les jours filent. Ce constat implique, par voie de conséquence, une critique de la stratégie du gouvernement pour résoudre le conflit (entêtement de la ministre Beauchamp à ne pas négocier, électoralisme, cynisme, condescendance, etc.), même si on se refuse à pousser le bouchon

trop loin, laissant plutôt aux lecteurs et aux personnes interviewées le soin de tirer les conclusions qui s'imposent.

Enfin, dans un ordre d'idées complémentaire, la semaine passée a donné lieu à une revalorisation de la notion de gratuité scolaire, alors même que la CLASSE consent explicitement à privilégier le gel, du moins dans une optique stratégique à court terme. L'écho d'une lettre coécrite par le sociologue Guy Rocher, à partir de mercredi matin, jette en effet une douche d'eau froide sur la tête de tous ceux et celles qui faisaient des gorges chaudes de la principale revendication de la CLASSE. Sans que la gratuité amorce un réel retour en grâce, on constate néanmoins que son évocation se fait avec un peu plus de sérieux, à tout le moins dans les médias qui ne sont pas associés au groupe Québécois.

Appréciation qualitative du traitement reçu

Le mouvement étudiant

La semaine s'ouvre du mauvais pied pour le mouvement dans les médias, qui poursuivent, dans la majorité des cas, un travail de désinformation et de délégitimation amorcé depuis quelques temps déjà. Ce traitement négatif se traduit par une insistance à parler de la division qui règne au sein du mouvement (notamment à la suite de la mise au point concernant la désignation de la sortie médiatique conjointe du vendredi 6 avril sous l'appellation de « front commun »). On le remarque aussi par l'emphase souvent morbide des médias à spéculer sur l'essoufflement prochain des grévistes. À ce stade-ci, presque tout le monde pense qu'on va craquer, que les pressions qui pèsent sur les étudiants, tant académiques qu'économiques, auront raison de leur détermination, ce à quoi Gabriel et Jeanne ont tenté de faire barrage par une approche bien ciblée.

L'initiative malheureuse du directeur du Cégep de Valleyfield donne cependant le signal d'un emballement du conflit, qui se traduit par une série d'actions de résistance et de débordements qui frappent l'opinion publique et qui font sentir le caractère impératif d'une ouverture du dialogue entre les deux parties. Cela conduit aussi, on l'a déjà vu, à une remise en question de l'approche préconisée par le gouvernement pour gérer la crise, ce qui, sans se traduire nécessairement par un retournement de la faveur populaire, favorise tout de même le mouvement étudiant, puisque la pression s'accroît pour exiger des négociations. Même si la problématique de la violence revient à l'avant-scène, ça n'affecte pas tant que ça le traitement réservé aux grévistes, bien au contraire. On constate plutôt que la tension croissante force une prise de conscience d'en finir au plus vite avec le conflit par la voie du compromis. On serait en droit de supposer que les stratèges libéraux n'avaient pas prévu que les choses prendraient cette tournure...

La CLASSE

Plus qu'au cours de n'importe quelle autre semaine, la CLASSE se détache vraiment, en ce moment, comme étant le fer de lance du mouvement, mais aussi comme étant, selon certains, l'ennemi à abattre. Même si on lui reconnaît quelques mérites (comme sa capacité de mobilisation pour bloquer les portes au collège de Valleyfield, jeudi), elle est surtout perçue comme l'organisation qui justifie la volonté du gouvernement de ne pas négocier. Même si Gabriel s'est employé à préciser que la priorité actuelle, c'était le gel, on ramène constamment sur la table l'épouvantail de la gratuité scolaire. Et, fait nouveau cette semaine, la critique s'élargit au point de prendre en considération, et d'attaquer l'agenda idéologique de la CLASSE, qui, pour certains (Benoit Aubin, Richard Martineau), a été révélé au grand jour quand Gabriel a pris la parole lors du spectacle *Nous ?* Pourtant, la CLASSE n'a jamais fait mystère de ce qui la motivait à agir, mais il faut croire que de prendre le temps de s'informer et de réfléchir n'est pas au programme pour bon nombre de journalistes et de chroniqueurs politiques.

Gabriel/Jeanne

Bien qu'il soit vrai que Jeanne ait pris pas mal plus de place dans les médias cette semaine, Gabriel reste, malgré tout, celui qui polarise l'attention (et les critiques). Souvent considéré avec condescendance (notamment à Radio-Canada), quand il n'est pas carrément ridiculisé ou démonisé (comme chez Québecor), il prend de plus en plus l'aspect d'un paratonnerre pour le reste du mouvement étudiant. En effet, si Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins sont là pour commenter l'actualité du mouvement et pour lui conférer une allure respectable, Gabriel, lui, est la cible toute désignée (et facile) pour ceux et celles qui veulent se livrer à une critique pas trop argumentée et bourrée de préjugés du mouvement de grève. Il est également celui qui canalise les peurs de ceux et celles qui commencent à sentir que le système vient d'éveiller un mouvement de contestation et de résistance beaucoup plus large et organisé que ce qu'on aurait pu croire, et qui appréhendent, sans en comprendre toutes les subtilités, que ce mouvement pourrait bien représenter, tôt ou tard, une menace pour les intérêts de la minorité qui nous gouverne.

Jeanne, elle, même si ses interventions demeurent cinglantes et dynamiques, jouit d'une sorte d'immunité dans les médias, qui ne semblent pas avoir la même attitude avec elle qu'avec Gabriel. Même si Jeanne est apparue plus souvent à l'écran cette semaine, et même si on l'a citée plus fréquemment, Gabriel, sans doute bien involontairement, lui fait de l'ombrage, puisqu'il symbolise la CLASSE et tout ce qui vient avec la radicalisation du mouvement. Cela n'empêche pas Jeanne de faire un travail très efficace, d'autant qu'elle profite d'un semblant d'immunité qui lui permet de livrer ce qu'elle a à dire dans un cadre d'intervention somme toute moins hostile. Ce qui est en soi assez paradoxal, considérant que la teneur des propos tenus par Jeanne ne diffère guère de ceux tenus par

Gabriel, les deux étant à la fois très fermes et très catégoriques lorsqu'ils font des interventions.

Par médias

Enfin, un tour d'horizon analytique de la couverture de l'actualité étudiante proposée par les médias au cours de la dernière semaine ne pourrait être complet sans qu'on s'arrête à considérer quel genre de traitement chacun d'eux réserve au présent conflit.

Comme plusieurs l'ont déjà constaté, le journal le plus favorable aux étudiants en grève reste incontestablement *Le Devoir*. Même si les articles sur l'actualité qu'on y trouve ne trahissent pas vraiment de parti pris, ils jouent en faveur du mouvement, par une certaine volonté de présenter chacune des deux faces de la médaille, une attitude qui est loin d'être partagée par tous les médias. Cependant, les textes d'opinion et les lettres ouvertes vont généralement dans le sens d'un support au débrayage des étudiants, alors qu'on s'y emploie à démontrer la justesse de la cause estudiantine, ainsi que le cynisme et la mesquinerie dont fait preuve le gouvernement dans sa gestion de crise. Rappelons d'ailleurs que c'est *Le Devoir* qui a relayé la lettre coécrite par Guy Rocher pour démystifier la problématique de la gratuité scolaire. Enfin, mentionnons que *Le Devoir*, tout en s'attardant sur les grands enjeux du conflit, touche peu à l'argumentaire idéologique sur lequel s'appuie une bonne partie du mouvement étudiant, même si ces questions reviennent parfois via les textes d'opinions. En fait, ce sont surtout l'économie et l'éducation dépouillées de leur toile de fond (idéologique) qui sont au cœur de la couverture proposée par le quotidien montréalais.

La Presse, quant à elle, offre un drôle de mélange de textes qui défendent et stigmatisent tour à tour le mouvement de grève. Les affiliations politiques et idéologiques du quotidien français le plus lu en Amérique du Nord ne sont sans doute pas étrangères à ce type d'approche. Ainsi, les éditorialistes servent, pour la plupart, de caisses de résonance aux mots d'ordre du Parti libéral, comme en témoignent les écrits des André Pratte, Alain Dubuc et autres Gilbert Lavoie. Quelques textes de Michèle Ouimet et de Patrick Lagacé nuancent un peu ce parti pris peu subtil, mais on sent clairement de quel côté penche la balance. C'est d'autant plus vrai que le traitement supposément objectif de l'actualité (c'est-à-dire tout ce qui se présente comme un compte-rendu impartial des événements) évacue toute forme de contextualisation trop poussée, de sorte qu'on ne cherche pas vraiment à dégager les lignes de force idéologiques qui déterminent le conflit, et à en tirer les conclusions qui s'imposent. On peut par conséquent dire que la mise en perspective du mouvement de grève n'est pas à la hauteur de la situation, et ce même si les journalistes de *La Presse* ont tout de même, en cours de route, pris le temps d'explorer certains aspects de l'argumentaire économique des opposants à la hausse. Reste maintenant à voir si l'arrestation d'un journaliste et d'un photographe, vendredi dernier, aura un impact sur la couverture de la grève d'ici à ce qu'elle prenne fin...

Maintenant, chez Québecor, il n'y a pas à dire, ce qu'on nous offre, c'est une caricature unidimensionnelle du conflit. Ici, on est franchement du côté de l'État, pour la loi et l'ordre, et on joue à fond la carte du sensationnalisme et de la démagogie. Le reportage spectacle est de mise, et le moindre « dérapage » fait les choux gras des premières pages et des ouvertures de bulletins de nouvelles. Ici, on privilégie le détail au portrait d'ensemble, et on est bien incapable d'offrir une synthèse des dynamiques à l'œuvre pour le bénéfice d'un auditoire qu'on infantilise ouvertement. Chez Québecor, la confrontation des argumentaires pour et contre n'est pas au programme, puisqu'on semble se dire que présenter un seul point de vue, surtout celui qui enflamme le plus les passions du contribuable-moyen-payeur-de-taxes, c'est ce qui rapporte le plus. Fait à noter cependant : même si c'est sous le couvert d'une déformation caricaturale, c'est par le conglomérat médiatique du beau Pierre-Karl que l'argumentaire idéologique mis de l'avant par la CLASSE trouve le plus d'échos. Bien sûr, si on en fait mention dans les journaux et à la télévision, ce n'est pas, on s'en doute bien, pour en faire la promotion. Bien au contraire, puisque Gabriel, personnellement, et la CLASSE sont désormais les têtes de turc des nombreux chroniqueurs démagogues qui sont à l'emploi du *Journal de Montréal*. Saluons néanmoins ces fiers tâcherons des raccourcis et de l'écriture facile qui permettent aux grandes idées et aux principes sur lesquels nous fondons notre lutte de se faire jour dans l'espace médiatique.

Radio-Canada demeure, de son côté, un cas d'espèce un peu particulier, dans la mesure où la condescendance propre à la maison accompagne une volonté de couvrir l'événement dans toute sa diversité. Ainsi, on remarque que la couverture journalistique permet de soulever différents points fort intéressants à connaître, mais on constate aussi que l'analyse n'est jamais poussée jusqu'à ses limites. En fait, on dirait qu'on tourne autour d'une boîte de Pandore, sans oser l'ouvrir, de peur de ce qui pourrait en sortir. Simon Durivage, à cet effet, est assez représentatif de l'attitude affichée par rapport au mouvement étudiant par les représentants de la société d'État. Cette attitude se caractérise par l'illusion d'offrir une couverture en profondeur, qui va au fond des choses, alors que la liaison et la mise en perspective des faits soulevés ne dépassent pas un certain stade au-delà duquel il serait idéologiquement dangereux d'aller. Chez Radio-Canada, on ressent clairement cette incapacité à envisager qu'on puisse vivre dans une réalité alternative, qui relève de paradigmes qui forment la trame de notre quotidien (ex. : l'expression exclusive de la politique via l'électoratisme et le parlementarisme britannique).

Enfin, on ne peut que souligner au passage la lucidité et la pertinence des analyses proposées par les blogueurs du *Voir.ca*, qui sont, dans leur ensemble, plus que favorables à notre cause, et qui savent replacer le conflit dans ses amarres idéologiques. Ici, on sent qu'on a à faire à des interlocuteurs perspicaces, dont l'imaginaire s'ouvre à d'autres perspectives, et qui ont l'intelligence et la lucidité de pouvoir penser (et rêver) le monde autrement.